

**DELIBERATION N° 94/78 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
PORTANT ADOPTION DES REGLEMENTS DES AIDES  
AU CONTRAT DE PLAN 1994-1998**

**SEANCE DU 12 JUILLET 1994**

L'an mil neuf cent quatre vingt quatorze et le douze Juillet, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Paul de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Pascal ARRIGHI, Vincent AVOGARI DE GENTILI, Dominique BIANCHI, Jean BIANCUCCI, Dominique BUCCHINI, Dominique BURESI, Pierre-Jean CASTA, Joseph-Antoine CHIARELLI, Jean-Charles COLONNA, Paul COMBETTE, Sauveur GANDOLFI-SCHEIT, Jean JALPI, Norbert LAREDO, Paul-Antoine LUCIANI, Pierre-Jean LUCIANI, Toussaint LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Marie-Paule MANCINI-NERI, Emile MOCCHI, Michel MORETTI, François MOSCONI, Jules-Paul NATALI, Paul PERFETTINI, Pierre POGGIOLI, Paul-Donat POLI, Paul QUASTANA, Simon-Jean RAFFALLI, Jean-Paul de ROCCA SERRA, Paul SCARBONCHI, Joseph SISTI, Jean-François STEFANI, Jean-Guy TALAMONI, Michel VALENTINI, Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Josée BELLAGAMBA à M. Michel MORETTI  
M. Eugène BERTUCCI à Mme Marie-Paule MANCINI-NERI  
M. Pierre-Philippe CECCALDI à M. François MOSCONI  
M. Edouard CUTTOLI à M. Jean JALPI  
M. Jules-Laurent FERRANDI à M. Nicolas ALFONSI  
M. Antoine GAMBINI à M. Joseph-Antoine CHIARELLI  
M. Ours-Ange-Pierre GRIMALDI à M. Pierre-Jean LUCIANI  
M. Félix LUCIANI à M. Toussaint LUCIANI  
M. Pierre-Timothée PIERI à M. Michel VALENTINI

**RECUE**

**01. AOUT 1994**

**PREFECTURE DE CORSE**

**ETAIENT ABSENTS :**

MM. Jean-Louis ALBERTINI, Henri ANTONA, Jean-Marc BALESII, Jean-Baptiste LANTIERI, Alphonse TAMBURINI.

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi N° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi N° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi N° 91.428 du 13 mai 1991 portant statut de la Collectivité Territoriale de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif,
- SUR** rapport de la Commission des Finances, du Budget, des Crédits de la Communauté Economique Européenne et de la Fiscalité, présenté par Mme Marie-Paule MANCINI-NERI,
- SUR** rapport de la Commission de l'Environnement, des Transports, de l'Urbanisme, du Logement, des Affaires Sociales et des problèmes de Santé, présenté par Mme Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI,
- SUR** rapport de la Commission de la Culture, de l'Education, de la Formation et de l'Audiovisuel, présenté par M. Jean-Charles COLONNA.

**REÇU LE**

01. AOÛT 1994

**PREFECTURE DE CORSE**

**APRES EN AVOIR DELIBERE****ARTICLE PREMIER :**

**ADOPTÉ** les règlements d'aides au Contrat de Plan 1994-1998 tels qu'ils figurent en annexe à la présente délibération et assortis des modifications suivantes:

**\* Développement des entreprises et activités nouvelles :**

Chapitre 3- Page 1- article 3.1 : dans les modalités des interventions, au titre de l'aide à la commercialisation, supprimer la modulation des financements entre entreprises non productives (30 %) et entreprises productives (60 %), et retenir le taux unique de 50 %.

**\* Formation Professionnelle :**

Chapitre 15- article 15.1.6 - Appui au développement économique - Filière d'enseignement supérieur : dans la description de l'action "Maîtres d'ouvrages, maîtres d'oeuvre", ajouter après C.N.A.M. "I.M.F. de Borgo...".

**\* Aménagement de l'intérieur :**

Chapitre 8- article 8.1- Développement micro-régional : Supprimer le principe de la dégressivité des financements Etat/Collectivité Territoriale de Corse destinés à couvrir une partie des frais de fonctionnement des structures de développement.

**\* Environnement :**

Chapitre 7- article 7.9.1- Information, formation, sensibilisation : Rajouter en priorité au titre de la maîtrise d'ouvrage la participation de l'Observatoire Régional de l'Environnement et préciser que les associations pourront être désignées en tant que maître d'ouvrage, à titre dérogatoire.

**REÇU LE**

01. AOUT 1994

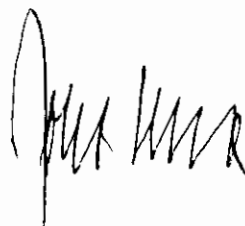
**PREFECTURE DE CORSE**

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 12 Juillet 1994

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**



**Dr Jean-Paul de ROCCA SERRA**

Pour copie certifiée conforme à l'original,  
Pour le Président de l'Assemblée de Corse  
et par délégation,  
L'Administrateur Général des Assemblées



**José COLOMBANI**

**REÇU LE**

**01. AOUT 1994**

**PREFECTURE DE CORSE**